

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2020

CHAPITRE 35

**MINISTERE DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	9
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	9
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2020	10
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	11
2.1.	PROGRAMME 452: PROMOTION DE L'EMPLOI DECENT	12
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	13
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	14
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020	15
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020	18
2.2.	PROGRAMME 453: DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	23
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	24
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	25
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020	25
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020	28
2.3.	PROGRAMME 454: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	33
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	34
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	35
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020	35
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020	37
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	47

3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	48
3.2.	LEÇONS APPRISES	48
3.3.	PERSPECTIVES	48

NOTE EXPLICATIVE

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

Le contexte de mise en oeuvre des programmes se présente en quatre (04) points.

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Les réformes engagées par le MINEFOP s'inscrivent en droite ligne avec la volonté du Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, qui a fait de l'emploi à la fois un axe central de sa politique de développement et « une cause nationale ». Cette cause non pas des moindres devrait mobiliser toutes les forces vives du Pays. Dans cette veine, la formation professionnelle est un point de passage obligé pour résorber l'épineux problème de l'emploi des jeunes.

Ainsi pour rendre plus rigoureuse la politique de l'emploi, le Gouvernement à travers le DSCE a mis un accent sur la formation du capital humain, notamment à travers :

- une formation professionnelle reposant sur un dispositif modernisé pour pouvoir accueillir tous les sortants des cycles d'enseignement fondamental et secondaire ;
- un enseignement universitaire professionnalisé ;
- une formation continue étendue et doublée d'un système de valorisation des acquis de l'expérience ;
- le renforcement du dispositif d'orientation scolaire, universitaire et professionnelle ;
- une revalorisation de la grille des salaires des métiers pour les rendre plus attractifs ;
- un renforcement du système d'information sur le marché de l'emploi et des dispositifs d'insertion professionnelle.

A cet effet, le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) a assigné au Gouvernement, des objectifs clairs en matière d'emploi et de formation professionnelle dans le cadre de la lutte contre le chômage et le sous-emploi.

En matière de croissance, le MINEFOP était interpellé sur les aspects saillants ci-après :

- une formation professionnelle reposant sur un dispositif modernisé et considérablement renforcé pour pouvoir dispenser aux élèves sortants des premier et deuxième cycles de l'enseignement secondaire général, un paquet solide de connaissances axées sur la maîtrise des savoir-faire requis sur le marché de l'emploi et préparant les bénéficiaires à un emploi ;
- une formation continue ainsi étendue et doublée d'un système de valorisation des acquis de l'expérience ;
- la maîtrise réelle des besoins en formation indispensables pour garantir une adéquation formation-emploi, ce qui suppose la définition d'un système de régulation des flux transparent et crédible ;
- le renforcement du dispositif d'orientation scolaire, universitaire et professionnel.

En matière d'emploi, le MINEFOP devait contribuer à :

- l'accroissement de l'offre d'emploi décent à travers ;
- le développement d'un dispositif d'appui ciblé à l'auto-emploi ;
- l'amélioration de l'information sur marché de l'emploi ;
- la maîtrise des opportunités d'emploi et l'amélioration de l'insertion professionnelle.

S'agissant de l'accroissement de l'offre d'emploi décent, il était envisagé des actions visant la réduction du taux du chômage et du sous-emploi visible et la mise en place des projets

spécifiques de création d'emploi en faveur des couches sociales les plus défavorisées (les femmes, les jeunes etc.).

Par ailleurs, le Chef de l'État dans sa politique des grandes réalisations avait prescrit au Gouvernement d'accélérer la croissance économique, pour la rendre plus forte, durable, inclusive et génératrice d'emplois. Ceci à travers notamment la modernisation de l'appareil de production, l'amélioration de la productivité, de la compétitivité, de l'accès au financement et du climat des affaires, ainsi que la promotion de l'émergence des industries locales et la poursuite de la diversification de l'économie et de nos partenaires commerciaux.

En outre, le MINEFOP a œuvré en faveur de la création de 50 000 emplois nouveaux par an grâce à l'action du Fonds National de l'Emploi, du PIAASI, des organismes privés de placement et de ses services déconcentrés, la densification des approches HIMO, l'implémentation des Bureaux d'Emploi Municipaux dans les communes pilotes de NDOP dans la Région du NORD-OUEST, YAOUNDE 2 dans la Région du Centre, MOKOLO dans la Région de l'Extrême-Nord. Il était également question de mettre en cohérence les actions de promotion de l'emploi à travers l'amélioration du cadre juridique et institutionnel ; de poursuivre le financement des micro-projets à travers le PIAASI ; d'améliorer l'encadrement des initiatives locales avec les CTD ; de renforcer les capacités des structures et projets sous-tutelle de promotion de l'emploi et de production d'informations sur le marché de l'emploi. Aussi, un accent a été mis dans le suivi des recrutements dans les grands chantiers de l'État et le recensement des types d'emploi et profils requis en vue de la mise à niveau de la promotion de l'insertion et de la main-d'œuvre. En ce qui concerne l'amélioration de l'information sur le marché de l'emploi, le MINEFOP tenait à œuvrer en faveur : du renforcement des circuits de collecte de données sur le marché de l'emploi avec l'appui de l'INS ; de la publication régulière des tendances et évolution dudit marché ; la Gestion Prévisionnelles des Emplois et des Compétences (GEPEC) à travers laquelle les entreprises ont exprimé leurs besoins en ressources humaines.

Une équipe a été mise en place pour optimiser les activités de l'ONEFOP à l'effet de renforcer le système de l'information sur le marché du travail.

En outre, il était question d'assurer le fonctionnement du Comité Interministériel du Suivi de l'Emploi (CISE) et d'instituer au niveau opérationnel, une plate-forme des services pour l'emploi au niveau du Fonds National de l'Emploi (FNE) pour mieux capitaliser les contributions des programmes gouvernementaux d'insertion ou d'appui à l'auto-emploi ; d'intensifier la sensibilisation des entreprises sur les mesures de promotion des emplois des jeunes diplômés.

En matière de formation professionnelle, le MINEFOP entend :

- mettre en adéquation la demande d'emploi et l'offre de formation ;
- augmenter fortement l'offre et améliorer sensiblement la qualité de la formation professionnelle, en la centrant sur le métier de manière à permettre une régulation réellement efficace des flux des sortants aux niveaux des cycles d'enseignements primaire, secondaire, supérieur et professionnel ;
- rationaliser davantage la gestion du système de formation professionnelle à travers notamment la refonte totale des Sections Artisanales Rurales et Sections Ménagères (SAR/SM) éparpillées à travers le pays et l'érection de Centres de Formation aux Métiers, moins nombreux, mieux outillés et plus efficaces ;
- et rénover les systèmes d'orientation, d'insertion professionnelle et

d'apprentissage.

A cet effet, il était question d'améliorer la qualité de la formation professionnelle ; d'augmenter la capacité d'accueil des structures existantes ; de diversifier l'offre de la formation professionnelle et de reformer entièrement le système d'orientation Professionnelle et d'Apprentissage à travers la réhabilitation, la construction et l'équipement des structures publiques d'orientation Professionnelle et d'Apprentissage.

Pour améliorer l'accès à la formation professionnelle de qualité, le MINEFOP devait octroyer des bourses de formation aux jeunes dont la demande est de plus en plus croissante. Il était également question d'élaborer et d'implémenter au moins 30 référentiels de formation professionnelle par an selon l'approche par compétence ; de poursuivre l'opérationnalisation des Centre d'Orientation Scolaire, Universitaire et Professionnelle de Douala et de Yaoundé et d'en construire dans les huit (08) autres régions. L'assainissement des activités de formation et d'orientation professionnelles devait demeurer parmi les priorités ainsi que la poursuite de la mise en place d'un système de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) au Cameroun.

En matière de gouvernance et de gestion stratégique de l'État, le MINEFOP est interpellé dans :

- le renforcement de la lutte contre la corruption ;
- le transfert de compétences et des ressources aux Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- la gestion optimale des ressources humaines de l'État ;
- le renforcement des capacités des structures administratives.

Afin d'assurer la contribution du sous-secteur « emploi et formation professionnelle » à l'atteinte des objectifs du DSCE, le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle s'est fixé comme objectif stratégique de « **Contribuer à l'accroissement de l'offre d'emplois décents à travers le développement de l'offre et de la qualité de la formation professionnelle, l'amélioration de l'efficacité du marché de l'emploi et l'insertion professionnelle d'au moins 50 000 chercheurs d'emplois par an** ».

L'atteinte de cet objectif stratégique est passée par la mise en œuvre de trois (03) programmes dont deux (02) programmes opérationnels et un (01) programme support à savoir :

- Programme 1 : Promotion de l'emploi décent ;
- Programme 2 : Développement de la formation professionnelle ;
- Programme 3 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur emploi et formation professionnelle.

Pour assurer la mise en œuvre de toutes ces missions, le MINEFOP est organisé en services centraux, services déconcentrés, des structures de formation professionnelle (288 SAR/SM, 3 CFPE, 3 CFPREB et 3 CFPRMI), 2 COSUP, le PIAASI et la tutelle du Fonds Nationale de l'Emploi (FNE) et des organismes en charge de la prospection de l'Emploi.

dgétaire du PIAASI

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Au regard du décret N°2012/644 du 28 décembre 2012 portant organisation du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP), le MINEFOP est responsable de l'élaboration et de la mise en oeuvre de la politique du Gouvernement en matière d'emploi, de formation et d'insertion professionnelles. A ce titre, il est chargé :

En matière de formation professionnelle, de :

- la mise en place d'une formation professionnelle reposant sur un dispositif modernisé et considérablement renforcé pour pouvoir dispenser aux élèves sortants des premier et deuxième cycles de l'enseignement secondaire général, un paquet solide de connaissances axées sur la maîtrise des savoir-faire requis sur le marché de l'emploi et préparant les bénéficiaires à un emploi ;
- la mise en place d'une formation continue et doublée d'un système de valorisation des acquis de l'expérience ;
- la maîtrise réelle des besoins en formation indispensables pour garantir une adéquation formation-emploi, ce qui suppose la définition d'un système de régulation des flux transparent et crédible ;
- le renforcement du dispositif d'orientation scolaire, universitaire et professionnel;

En matière d'emploi, il doit contribuer à :

- l'accroissement de l'offre d'emploi décent ;
- la mise en adéquation de la demande d'emploi et de l'offre de formation ;
- l'amélioration de l'efficacité du marché de l'emploi ;
- la maîtrise des opportunités d'emploi et l'amélioration de l'insertion professionnelle.

Pour l'accomplissement de ses missions, le MINEFOP est organisé en services centraux, déconcentrés jusqu'au niveau départemental. Il comprend les Sections Artisanales et Rurales et Sections Ménagères (SAR/SM), des Centres de Formation Professionnelle Rapide des Employés de Bureau (CFPREB), les Centres de Formation aux Métiers (CFM), les Centres de Formation Professionnelle Sectoriels (CFPS), les Centres de Formation Professionnelle d'Excellence (CFPE), le Projet d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel (PIAASI), les Centres d'Information et d'Orientation Professionnelles (CIOP), l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEFOP). Il exerce la tutelle sur le Fonds National de l'Emploi (FNE), les organismes en charge de la prospection des emplois et structures de formation professionnelle.?

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Les faits majeurs ayant marqué la mise en œuvre des programmes du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle au titre de l'exercice 2020 sont principalement :

- La pandémie liée à la Covid-19 ;
- la croissance du Cameroun en retrait de 0,8 point par rapport à la cible de 5,5% fixée par le DSCE, témoigne de la résilience de l'économie camerounaise face aux différents chocs économiques et sécuritaires ;
- la baisse des cours des principales matières premières exportées par le Cameroun

notamment le pétrole ;

- l'accélération du processus de décentralisation ;
 - la baisse de l'activité économique due à la Covid-19 ;
 - la révision à la baisse de 546,7 milliards (-11%) du budget de l'Etat ;
 - la montée du chômage en milieu urbain et le sous-emploi surtout chez les jeunes, malgré les efforts engagés pour faire de l'emploi une priorité et un aspect permanent en matière de croissance économique, l'on note une proportion considérable d'emplois précaires (travailleurs pour leur propre compte et familiaux) appuyés par une prédominance du secteur informel employant la majorité de la population active;
 - la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations masculine 2022 au Cameroun ;
 - la difficulté d'adhésion des entreprises du secteur privé à la transparence et la collecte des données sur la création d'emplois ;
 - la crise sociale dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ;
 - l'évaluation des Objectifs du Développement Durable ;
 - la poursuite de la mise en œuvre du Programme Pays de Promotion de Travail (PPTD) Décent du BIT ;
 - la poursuite de l'opérationnalisation du PANEJ et Plan Triennal Spécial « Jeunes » ;
 - la mise en œuvre de la Stratégie du Secteur de l'Éducation et de la Formation visant une adaptation de l'offre de formation aux exigences du développement économique et social et l'optimisation de ses performances et de son efficacité interne et externe ;
 - l'augmentation de la demande en formation professionnelle en fonction de la capacité d'accueil des structures publiques ou privées recensées selon le Rapport d'État sur le Système Éducatif National (RESEN) ;
 - l'extension et le renforcement du partenariat public-privé et la coopération multilatérale dans le secteur de la formation professionnelle ;
- la poursuite de la transformation des SAR/SM en Centres de Formation aux Métiers (CFM).

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2020

la révision à la baisse de 546,7 milliards (-11%) du budget de l'Etat ;

la révision à la baisse de 554 057 000 fcfa du budget d'investissement du MINEFOP en cours d'exercice.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2020

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 452

PROMOTION DE L'EMPLOI DECENT

Responsable du programme

WARDA NDOUYATAMA

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le chômage reste un phénomène qui gangrène le pays. Il touche principalement les jeunes. Le taux de chômage élargi est d'environ 14%. Ce taux ne traduit pas la situation réelle du marché de l'emploi profondément marqué par un taux de sous-emploi atteignant 70% avec une large prédominance du secteur informel qui emploie presque 90% de la population active.

En 2020, la création d'emploi par le secteur moderne de l'économie était projetée à 550 000 emplois. Cette prévision d'emplois reposait sur un certain nombre d'hypothèse que sont : (i) la croissance économique projetée à 4,5%, (ii) le parachèvement du Plan d'Urgence Triennal pour l'accélération de la croissance (PLANUT) et du « Plan Triennal Spécial jeunes », (iii) la poursuite des grands travaux infrastructurels, (iv) les préparatifs du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) 2020 et l'achèvement des chantiers de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2021.

Dans ce sens, le programme 452 sur la promotion de l'emploi décent a pour objectif de promouvoir l'emploi décent au sein de la population active avec pour indicateur le nombre d'emplois créés et recensés par an. La stratégie adoptée pour atteindre cet objectif passe par la mise en place d'un cadre juridique adapté pour la promotion de la création d'emplois décents pour toutes les couches de la population active, le renforcement des capacités d'insertion professionnelle des jeunes, l'appui et le suivi des initiatives publiques et privées de promotion de l'emploi, l'extension et le renforcement du partenariat public-privé.

Ce programme promeut aussi l'auto-emploi des jeunes par l'appui financier et technique qu'offre le PIAASI aux acteurs du secteur informel pour les faire migrer du secteur informel précaire vers le secteur formel plus profitable et l'appui technique et financier qu'apporte le FNE aux porteurs des microprojets. L'accent est également mis sur le développement du système d'insertion professionnelle pour favoriser l'insertion des jeunes diplômés dans les entreprises et les non diplômés dans les grands chantiers et projets d'investissement public grâce à l'approche Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) afin de réduire le taux de chômage. L'opérationnalisation du Programme de Promotion des Emplois Verts au Cameroun ainsi que l'intensification des initiatives de promotion d'emploi en cours pour prendre en compte les personnes en situation de chômage et d'autres programmes spécifiques. La densification et la mise en œuvre des partenariats entre le secteur public et privé et même la société civile sont, aux côtés des mesures gouvernementales citées plus haut des facteurs déterminant de création d'emploi et l'insertion professionnelle.

Toutes ces actions sont chapeautées par l'amélioration de la transparence du marché de l'emploi, par la publication régulière des offres d'emplois et des informations sur la situation du marché du travail au moyen des notes de conjoncture de l'ONEFOP et des statistiques fiables et actualisées. Il faudrait également assurer une bonne coordination des initiatives d'emploi et de suivi des mesures.

OBJECTIF	Promouvoir l'emploi décent pour la population active	
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'emplois créés et recensés par an
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	506025.0
	Année de référence:	2018
	Valeur Cible	600000.0
	Année cible:	2020
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: ÉLABORATION DES INSTRUMENTS STRATÉGIQUES DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE Action 02: PROMOTION DE L'AUTO-EMPLOI Action 03: DEVELOPPEMENT DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE Action 04: PARTENARIAT ET PROMOTION DES EMPLOIS Action 05: AMELIORATION DE LA TRANSPARENCE DU MARCHÉ DE L'EMPLOI	
DOTATIONS INITIALES	AE 2 587 243 540	CP 2 587 243 540
RESPONSABLE DU PROGRAMME	WARDA NDOUYATAMA,	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 452 a été exécuté dans un contexte spécifique marqué par :

- l'avènement d'un nouveau document d'orientation de la politique générale : la Stratégie Nationale de Développement ;
 - les réformes structurelles pour la promotion d'une croissance inclusive et la réduction de la pauvreté avec le FMI ;
 - la croissance du Cameroun a été en retrait de 0,8 point par rapport à la cible de 5,5% fixée le DSCE, témoigne en effet de la résilience de l'économie camerounaise face aux différents chocs économiques et sécuritaires ;
 - la baisse des cours des principales matières premières exportées par le Cameroun notamment le pétrole ;
 - la mise en service des grands projets de 1^{ere} génération ;
 - l'accélération du processus de décentralisation ;
 - la baisse de l'activité économique due à la Covid-19 ;
 - la révision à la baisse de 546,7 milliards (-11%) du budget de l'Etat ;
 - la poursuite de la vulgarisation de la Politique Nationale de l'Emploi ;
 - le fait que l'emploi au Cameroun continue d'être caractérisé principalement par la montée du chômage en milieu urbain et le sous-emploi surtout chez les jeunes, l'on note une proportion considérable d'emplois précaires (travailleurs pour leur propre compte et familiaux) appuyés par une prédominance du secteur informel employant la majorité de la population active, malgré les efforts engagés pour faire de l'emploi une priorité et un aspect permanent en matière de croissance économique ;
 - la difficulté d'adhésion des entreprises du secteur privé à la transparence et la collecte des données sur la création d'emplois ;
 - la crise socio-politique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ;
 - l'évaluation des Objectifs du Développement Durable ;
 - la poursuite de la mise en œuvre du Programme Pays de Promotion de Travail (PPTD) Décent du BIT ;
- la poursuite de l'opérationnalisation du PANEJ et Plan Triennal Spécial « Jeunes ».

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020

Les dotations allouées à ce programme s'élevaient **2 269 819 577** FCFA. Ce montant a permis de mener les activités de suivi et de promotion de l'emploi dans le cadre de la mise en œuvre du programme 452. A cet effet, un recensement de **330 903** nouveaux emplois au 31 décembre 2020 a été effectué pour un de taux de réalisation technique de 91.6%. Ce taux est atteint grâce à la mise en œuvre des actions suivantes :

Dans le cadre de l'élaboration des instruments stratégiques de promotion de l'Emploi et de la formation professionnelle, le MINEFOP a organisé quatre concertations avec les acteurs du secteur privé dans quatre régions en vue de solliciter leur adhésion dans la stratégie gouvernementale de protection de la main-d'œuvre nationale, du financement de la formation professionnelle etc. Dans la même lancée, l'on a procédé à la vulgarisation de la loi n°2018/010 du 11 juillet 2018 régissant la formation professionnelle au Cameroun et ses textes d'application, du Plan d'Actions Prioritaires de la Politique Nationale de l'Emploi. En outre, l'opérationnalisation du Programme de Promotion des Emplois Verts au Cameroun s'est poursuivie à travers la mise en place des instances de pilotage, l'élaboration des fiches techniques des projets pilotes et de la stratégie de mobilisation des fonds avec l'appui technique et financier du Bureau International du Travail (BIT).

S'agissant de la promotion de l'auto-emploi, l'on relève le financement de quatre-vingt-sept (**87**) microprojets des groupes des jeunes et la réintégration en auto-emploi de vingt-sept (**27**) ex-migrants de retour de la méditerranée par le Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel (**PIAASI**), créant ainsi quatre cent cinquante-six (**456**) emplois. En outre, **50 000** demandeurs d'emplois ont été placés en emplois salariés par le FNE.

Dans le cadre du développement de l'insertion professionnelle, parlant du volet relatif à l'insertion professionnelle et régulation de la main-d'œuvre, des entreprises ont été sensibilisées sur le respect des quotas de main-d'œuvre nationale par catégorie professionnelle afin de promouvoir l'emploi des nationaux dans les grands projets, des riverains des zones d'implantation des grands projets ont été recrutés en vue de lutter contre les organismes de placement de la main-d'œuvre clandestine. En outre, les activités ci-après ont été réalisées : - l'élaboration des plans d'organisation prévisionnels des effectifs dans les entreprises à capital étrangers qui ont permis la capitalisation en faveur des nationaux d'au moins deux mille cinq cent (**2 252**) emplois ; - l'élaboration d'un programme de planification de la main-d'œuvre dans les entreprises utilisant de la main-d'œuvre étrangère en vue d'identifier les compétences nationales déficitaires dans leurs domaines d'activités et mettre en place des mécanismes consensuels de transferts de technologies et de compétences pour une camerounisation progressive des emplois dans les unités de production.

Concernant la régulation de la main-d'œuvre, deux mille quatre-vingt-cinq (**2 085**) contrats de travail ont été visés dont mille huit (**1 008**) pour les nationaux. Soixante (**60**) entreprises de travail temporaire et offices privés de placement agréées ont créés onze mille six cent trois (**11 603**) emplois temporaires. Soixante-seize (**76**) entreprises ont été contrôlées dans le cadre de l'assainissement de ce domaine d'activité. Mille sept cent (**1 700**) emplois ont été recensés

dans quatre (04) chantiers HIMO visités.

Dans le cadre de la promotion du partenariat public-privé, de nombreuses conventions de partenariat ont été signées, notamment, avec l'ONG « Fondation Notre Dame Consolatrice des Affligés » relative aux modalités de mise en œuvre du Programme National de Développement des Espaces Test Aquacoles dont l'implémentation pourrait générer deux cent mille (200 000) emplois à l'horizon **2025 avec** l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ; la CAMWATER relative à la mise en place d'un Centre de Formation aux Métiers (CFM) de l'eau ; la convention de collaboration entre le MINEFOP et RH Plurielles relative à la définition des modalités techniques et financières pour la réalisation des actions de formation-accompagnement de certains responsables aux compétences de conseillers- formation ; la convention de partenariat signée avec l'entreprise MAERSK a permis la mise à disposition du MINEFOP de dix (10) ordinateurs complets et l'organisation d'un atelier sur l'élaboration des manuels de formation professionnelle dans les domaines de la mécatronique, mécanique automobile et électricité industrielle.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	330 903 emplois créés et recensés.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	57.5%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 2 269 819 577	CP 2 269 819 577
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 317 423 963	Ecart CP 317 423 963
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 269 665 447	CP 2 269 665 447
TAUX DE CONSOMMATION	99,99 %	99,99 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	La pandémie COVID-19 a non seulement plombé énormément la création de nouveaux emplois, mais aussi a handicapé le fonctionnement optimal des services publics d'emploi et des programmes et projets actifs du marché du travail. La plupart des activités ont été ralenties quand elles n'étaient pas suspendues. Même dans le secteur public, les emplois n'ont pu être générés tel que planifié en raison de l'ordonnance rectificative de la loi des finances 2020 du Chef de l'Etat qui a débité un nombre considérable des crédits d'investissement au sein des administrations alors que ces projets sont générateurs d'emplois.	

PERSPECTIVES
2021

- réviser les textes juridiques sur l'emploi ;
- éditer et vulgariser la politique nationale de l'emploi ;
- faire le suivi de la dimension emploi dans les chantiers HIMO ;
- poursuivre le financement des micro-projets par le PIAASI et développer les micro-entreprises ;
- promouvoir les emplois verts au Cameroun ;
- poursuivre l'élaboration du fichier national des compétences ;
- équiper des BEM pilotes en matériel informatique et en mobilier de bureau ;
- suivre le recrutement des nationaux dans les grands chantiers ;
- suivre la situation de la main d'œuvre de nationalité étrangère dans les secteurs de production ;
- suivre les activités des entreprises de travail temporaire, offices privés de placement et entreprises utilisatrices ;
- poursuivre l'instruction du projet SIFA avec le MINEPAT ;
- organiser et réintégrer en auto-emploi les migrants camerounais de retour de la côte de la méditerranée ;
- suivre la dimension emploi dans les plans et programmes gouvernementaux ;
- évaluer le nombre d'emploi créé par les secteurs modernes de l'économie ;
- faire le suivi des activités du Comité Interministériel de Suivi de l'Emploi ;
- poursuivre la prospection des opportunités de partenariat et d'emplois ;
- poursuivre le plaidoyer pour l'emploi auprès des organisations patronales ;
- recenser les ex adeptes de Boko Haram en vue de les former aux techniques de recherche et de montage des microprojets ;
- élaborer l'annuaire statistique sur l'emploi et la formation professionnelle, les notes de conjoncture et les cahiers de l'ONEFOP.

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020

La performance détaillée du Programme 452 se présente suivant les tableaux qui suivent.

Action 01 ÉLABORATION DES INSTRUMENTS STRATÉGIQUES DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE									
OBJECTIF	Disposer des instruments stratégiques sur l'emploi								
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des études stratégiques						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 60%	
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2018							
	Valeur de référence:	81.8							
	Année cible:	2020							
	Valeur Cible	100.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	60%							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	111 750 000	111 750 000	98 400 000	98 400 000	98 399 298	98 399 298	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Contexte marqué par la persistance de la pandémie à corona virus et la crise sécuritaire des régions du sud-ouest, nord-ouest et l'extrême-nord impactant négativement sur l'élaboration des plans prévisionnels locaux de formation, de recyclage, d'insertion et de réinsertion professionnelle.</p> <p>L'observance des mesures de distanciation sociale a rendu difficile la bonne exécution de la revue annuelle de la mise en œuvre de la PNE ; l'édition et la vulgarisation de la PNE et l'organisation du CISE.</p>								
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration de six plans prévisionnels de formation et d'insertion professionnelle sur les dix programmés au niveau communal ; - élaboration et validation de 09 textes d'application de la loi n°2018/010 du 11 juillet sur les 15 soumis à l'appréciation de la Primature. 								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les études comptabilisées ont été menées au niveau des communes. Six ont été réalisées et deux sont encore en cours.</p> <p>En outre, les crédits alloués à cette action ont permis de mener les activités qui y ont été budgétisées.</p>								
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> . Faire la revue annuelle de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi ; . éditer le manuel de procédure ; . éditer le guide pratique sur les approches HIMO ; . éditer la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) ; . réaliser l'étude sur l'évolution des qualifications professionnelles. 								

Action 02 PROMOTION DE L'AUTO-EMPLOI

OBJECTIF	Appuyer techniquement et financièrement les promoteurs de projets							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'emplois directs et indirects créés en auto-emploi				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 76%	
	Unité de mesure		nbE					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		836.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		600.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		456 (114 directs et 342 indirects)					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	529 946 000	529 946 000	529 946 000	529 946 000	529 946 000	529 946 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte marqué par la persistance de la pandémie à corona virus et la crise sécuritaire des régions du sud-ouest, nord-ouest et l'extrême-nord qui ont rendu difficile des rencontres entre les responsables des structures sous tutelles du MINEFOP(PIAASI et le FNE) et leurs cibles dans l'optique des dépôts, examens et l'octroi des financements des projets.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Le financement de quatre-vingt-sept (87) microprojets des groupes des jeunes et la réintégration en auto-emploi de vingt-sept (27) ex-migrants de retour de la méditerranée par le Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel (PIAASI), créant ainsi quatre cent cinquante-six (456) emplois.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les prévisions ont été faites sur la base des demandes de financement qui n'avaient été prises en compte. Malheureusement, les allocations budgétaires ont été minorées et la cible n'a pas été revue à la baisse.							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> · évaluer les capacités entrepreneuriales des candidats ; · renforcer les capacités du candidat et formation en gestion des micro-unités ; · poursuivre le financement des micro-projets de groupes et associations ; · accompagnement des acteurs de l'économie numérique installés dans le secteur informel ; · poursuivre l'installation en emploi indépendant des ex migrants de retour de la côte méditerranéenne. 							

Action 03 DEVELOPPEMENT DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE

OBJECTIF	Faciliter l'insertion professionnelle des nationaux.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de nationaux insérés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 143,1%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		8193.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		10000.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		14 311					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	107 500 000	107 500 000	117 869 290	117 869 290	117 833 809	117 833 809	99,97 %	99,97 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Bien que la persistance de la covid-19 et les crises sécuritaires ont dépeint certaines tâches à fort potentiel de contact avec les usagers, notamment : le contrôle de la main d'œuvre ; la vulgarisation de la réglementation et le suivi de la dimension emploi dans les chantiers HIMO. L'objectif de cette action est largement 14 311 nationaux ont été insérés sur la cible de 10 000.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>-Sensibilisation des entreprises sur le respect des quotas de main-d'œuvre nationale par catégorie professionnelle en vue de promouvoir l'emploi des nationaux dans les grands projets, le recrutement des riverains dans les zones d'implantation des grands projets et la lutte contre les organismes de placement de la main-d'œuvre clandestine ;</p> <p>-l'élaboration des plans d'organisation prévisionnels des effectifs dans les entreprises à capital étrangers qui ont permis la capitalisation en faveur des nationaux d'au moins deux mille cinq cent (2 252) emplois ;</p> <p>-l'élaboration d'un programme de planification de la main-d'œuvre dans les entreprises utilisant de la main-d'œuvre étrangère, en vue d'identifier les compétences nationales déficitaires dans leurs domaines d'activités et mettre en place des mécanismes consensuels de transferts de technologies et de compétences, pour une camerounisation progressive des emplois dans les unités de production ;</p> <p>- le visa de deux mille quatre-vingt-cinq (2 085) contrats de travail dont mille huit (1 008) pour les nationaux ; l'agrément de soixante (60) entreprises de travail temporaire et offices privés de placement ont créés onze mille six cent trois (11 603) emplois temporaires ; le contrôle de soixante-seize (76) entreprises dans le cadre de l'assainissement de ce domaine d'activité ; la visite de 04 chantiers HIMO qui ont permis de recenser mille sept cent (1 700) emplois.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>La multiplication des missions de sensibilisation auprès des entreprises et l'élaboration des plans d'organisation prévisionnels des effectifs au sein de celles à capital étranger ont permis la capitalisation des emplois en faveur des nationaux.</p>							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> · suivre la dimension emploi dans les chantiers HIMO ; · promouvoir les emplois verts au Cameroun ; · équiper des BEM pilotes en matériel informatique ; · suivre le recrutement des nationaux dans les grands chantiers ; · suivre la situation de la main d'œuvre de nationalité étrangère dans les secteurs de production ; · suivre les activités des entreprises de travail temporaire, offices privés de placement et entreprises utilisatrices ; · poursuivre l'instruction le projet SIFA avec le MINEPAT ; · organiser et réintégrer en auto-emploi les migrants camerounais de retour de la côte de la méditerranée ; · suivre la dimension emploi dans les plans et programmes gouvernementaux. 							

Action 04 PARTENARIAT ET PROMOTION DES EMPLOIS

OBJECTIF	Développer un partenariat efficace avec toutes les parties prenantes dans le domaine de l'emploi.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de conventions nationales et internationales signées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 80%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		5.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		4					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	55 000 000	55 000 000	33 200 000	33 200 000	33 188 109	33 188 109	99,96 %	99,96 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'absence d'ouverture des guichets de financements du système des nations unies, d'autres partenaires au développement, les ONG etc. en matière de développement des partenariats pour la promotion de l'emploi a pesé sur l'efficacité dans l'exécution des tâches relatives à la recherche de partenariat.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>Signature de 04 conventions de partenariat avec les organismes privés dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelles notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> la convention avec l'ONG « Fondation Notre Dame Consolatrice des Affligés » relative aux modalités de mise en œuvre du Programme National de Développement des Espaces Test Aquacoles dont l'implémentation pourrait générer deux cent mille (200 000) emplois à l'horizon 2025 avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ; la convention CAMWATER relatif à la mise en place d'un Centre de Formation aux Métiers (CFM) de l'eau ; La convention de collaboration entre le MINEFOP et RH Plurielles relative à la définition des modalités techniques et financières pour la réalisation des actions de formation-accompagnement de certains responsables aux compétences de conseillers- formation. <p>La convention de partenariat signée avec l'entreprise MAERSK a permis la mise à disposition du MINEFOP, de dix (10) ordinateurs complets et l'organisation d'un atelier sur l'élaboration des manuels de formation professionnelle dans les domaines de la mécatronique, mécanique automobile et électricité industrielle.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Cinq projets de convention ont été programmés. Malheureusement la dernière convention est encore en cours de négociation au regard de la pandémie de la Covid-19.							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la réalisation du Guide Pratique de Gestion des Bureaux Emplois Municipaux ; élaborer le guide pratique GPEC ; poursuivre l'élaboration des cadres de collaboration et convention de partenariat avec les partenaires publics et privés nationaux et internationaux en matière d'emploi ; évaluer des emplois générés par le Budget de l'État ; faire le suivi de la mise en œuvre des cadres de collaboration et convention de partenariat signés ; appuyer et suivre les initiatives de promotion de l'emploi ; opérationnaliser du Comité Interministériel de Suivi de l'Emploi. 							

Action 05 AMELIORATION DE LA TRANSPARENCE DU MARCHE DE L'EMPLOI

OBJECTIF	Rendre disponible et accessible les informations sur l'emploi et la formation professionnelle							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de publications statistiques sur l'emploi et la formation professionnelle disponibles et accessibles par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 783 047 540	1 783 047 540	1 490 404 287	1 490 404 287	1 490 298 231	1 490 298 231	99,99 %	99,99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Faible déploiement des acteurs de collecte des données en rapport avec l'amélioration de la transparence du marché de l'emploi dû à la survenance des crises sanitaires et sécuritaires							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation des emplois générés par les BIP, CTD et autres qui révèle la création 330 903 emplois dans le secteur de l'économie soit : 3.2% par l'administration publique ; 4.6% par les programmes et projets d'insertion ; 5.1% par le service publique emploi ; 56.6% par les projets relevant du BIP ; 3.4% par les CTD ; 0.7% par les ONG et 22.9% par les entreprises ; - collecte des données pour l'élaboration du fichier de cadrage conceptuel de l'actualisation du fichier des métiers assortis des compétences - élaboration de deux annuaires statistiques : 2016-2019 et 2019-2020 ; - élaboration d'une note de conjoncture 2020. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Mobilisation et implication de toutes les parties-prenantes.							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> · Organiser des sessions du CISE ; · organiser des rencontres thématiques avec différents partenaires ; · évaluer les emplois générés par les BIP, CTD et autres au niveau central ; · actualiser le fichier des métiers assortis des compétences professionnelles ; · élaborer et vulgariser l'annuaire statistique 2021 et deux notes de conjoncture. 							

2020

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 453

DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Responsable du programme

MBENOUN NEE NGO NGUIDJOL SOPHIE MAGLOIRE DIAMANT

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle s'est proposé à travers ce programme d'améliorer l'accès à la formation professionnelle, l'offre qualitative et quantitative de la formation professionnelle et continue en relation avec les autres départements ministériels porteurs de besoins spécifiques. Il s'agit notamment de mettre en place, de manière progressive sur toute l'étendue du territoire, des structures de formation aux métiers de divers types et niveaux. Les structures à gestion publique viennent en complément de celles de l'initiative privée essentiellement ou en partenariat public-privé.

La formation sur le tas qui est le parent pauvre en matière de formation professionnelle, connaît de plus en plus un sursaut d'intérêt en raison de la mise en place d'un système fiable de certification des compétences et des qualifications professionnelles par la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE), qui s'arriment aux standards internationaux.

Une forte implication des milieux socioéconomiques et professionnels a été recherchée pour une meilleure adéquation formation-emploi et normes/qualité à travers des programmes élaborés et appliqués selon l'Approche Par Compétences, la Formation Par Alternance (FPA). Le suivi et l'évaluation de la pertinence des formations et les études des opportunités permettent la poursuite des réformes pour une formation professionnelle de qualité. A cet effet, il était question d'améliorer l'offre de formation professionnelle par :

- l'octroi de deux cent quarante-quatre **(244)** bourses nationales et trente **(30)** bourses marocaines le but de faciliter l'accès du plus grand nombre des jeunes à la formation professionnelle ;
- la poursuite de la construction et de l'équipement des Centres de Formation aux Métiers de Bandjoun, Maroua et Ebebda sur financement C2D ;
- l'élaboration de six nouveaux référentiels selon l'approche par compétence dans les métiers tels que : Aide chimiste, Géomètre topographe, Auxiliaire de vie, Gestion des ressources humaines, marketing vente ; recyclage des déchets, niveau ouvrier ;
- l'opérationnalisation de l'Institut National de Formation des Formateurs et de Développement des Programmes de formation ;
- la prospection de la demande de nouvelles filières de formation pour répondre aux besoins du milieu du travail et l'élaboration de nouveaux référentiels de formation ;
- l'extension de Centres d'information et d'orientation professionnelles (CIOP) dans les régions de Bafoussam et Bamenda ;
- équipement des CIOP de Maroua, Ngaoundéré.

La Direction en charge de la formation et de l'orientation professionnelles partage ces responsabilités avec d'une part l'Inspection Générale des Formations en ce qui concerne l'articulation avec le monde économique, les partenariats, les normes de qualité et de l'évaluation des processus et résultats et d'autre part avec la Direction des Affaires Générales pour la mise en place des infrastructures et équipements, des moyens de fonctionnement et de la gestion du personnel et la Division des Affaires Juridiques, sur le respect de la réglementation en vigueur.

OBJECTIF	Accroître l'employabilité de la population active en adéquation avec les besoins du système productif	
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'apprenants encadrés dans le cadre d'une formation professionnelle
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	39731.0
	Année de référence:	2018
	Valeur Cible	45000.0
	Année cible:	2020
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMELIORATION DE L'ACCES ET DE L'EQUITE EN FORMATION PROFESSIONNELLE Action 02: AMELIORATION DE L'OFFRE QUANTITATIVE DE FORMATION PROFESSIONNELLE Action 03: AMELIORATION DE LA QUALITE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE Action 04: RENFORCEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION ET D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE	
DOTATIONS INITIALES	AE 11 381 785 310	CP 11 381 785 272
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MBENOUN NEE NGO NGUIDJOL SOPHIE MAGLOIRE DIAMANT,	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre de ce programme s'est faite dans un contexte d'insuffisance d'infrastructures et d'équipements dans les structures déconcentrées et centraux du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et, la poursuite d'une meilleure appropriation par les acteurs de la chaîne de dépense, de l'élaboration, l'exécution et le suivi-évaluation du budget de l'état.

Aussi, cette mise en œuvre est marquée par l'amélioration continue de la gestion rationnelle du personnel à travers l'assainissement permanent du fichier du personnel, le déploiement et le redéploiement des personnels enseignants pour une meilleure prise en compte des besoins en personnel dans les structures de formation professionnelle.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020

Au cours de l'exercice 2020, un montant de 11 424 429 488 FCFA a été alloué à ce programme pour l'atteinte de ses objectifs. Ce qui a permis d'encadrer 52 792 apprenants dans les structures de formation relevant du MINEFOP et le taux de réalisation technique de 74%. Cette somme a permis la mise en œuvre des actions suivantes :

S'agissant de l'amélioration de l'accès et de l'équité en formation professionnelle, 2574 structures publiques et privées agréées ont accueilli plus de 52 792 apprenants, dont 33 621 en formation initiale (femmes : 15 689 et hommes : 17 932) ; 10 293 en formation continue (femmes : 5 963 et hommes : 4 330) ; 5 147 en formation par alternance (femmes : 2 703 et hommes : 2 444) ; 3 544 en formation par apprentissage (femmes : 1 969 et hommes : 1 575) ; 187 en formation à distance (femmes : 79 et hommes : 108). En outre, deux cent quarante-quatre (**244**) bourses nationales pour 58 spécialités de pointe et trente (**30**) bourses marocaines ont été octroyées dans le but de faciliter l'accès du plus grand nombre des jeunes à la formation professionnelle.

En ce qui concerne l'amélioration de l'offre quantitative de formation professionnelle, le fonctionnement effectif des Centres de Formation Professionnelle d'Excellence de Douala, Limbé, Sangmélina et du CFM de Nkongsamba a permis de renforcer les capacités de plus de cinq cent soixante-quatorze (574) apprenants, par l'organisation des sessions de formation continue ; l'acquisition de 60 tables-bancs dans 22 structures publiques de formation professionnelle ; la poursuite de l'instruction du projet de développement des compétences avec la Banque Mondiale ; la poursuite de la construction et de l'équipement des CFM de Nanga-Eboko et de Bandjoun ; CFM d'Ebebda, de Maroua et Ndop ; l'opérationnalisation du l'INFFDP ; la réalisations des études de faisabilité pour la mise en place de 06 centres de formation aux métiers et le développement du CFPR-MI de Pitoa avec la coopération canadienne.

Concernant l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle, le MINEFOP a tenue 04 commissions d'octroi d'agrément aux structures privées de formation professionnelle, ce qui a abouti à l'octroi de 134 arrêtés d'ouverture et 135 arrêtés de renouvellement aux structures de formation professionnelle privées. Plusieurs missions de sensibilisation ont été menées ce qui a accru le nombre de candidats aux examens nationaux et supervisés dans 43 spécialités homologuées qui est passé à 4489 candidats aux examens nationaux, session de 2020, contre 3 805 en 2019 ; le nombre de candidats aux examens supervisés pour les spécialités à référentiels non homologués est passé de 3097 candidats en 2019 à 3558 en 2020. L'on a également élaboré six (06) référentiels de formation professionnelle selon l'approche par compétences dans les spécialités d'Aide chimiste, Géomètre topographe, Auxiliaire de vie, Gestion des Ressources Humaines, Marketing-vente, Recyclage des déchets niveau ouvrier.

Pour ce qui est du renforcement du système d'information et d'orientation professionnelle, il s'est poursuivi par l'accueil et l'orientation, d'environ douze mille quatre cent quatre-vingt-cinq (12 485 personnes) par les Centres d'Information et d'Orientation professionnelle (CIOP) de Yaoundé et de Douala ; l'organisation des ateliers thématiques et de quatre (04) zoom-métiers sur les métiers ferroviaires en partenariat avec CAMRAIL, les métiers du commerce/vente/distribution, ceux de la logistique et du transport et d'agro-industrie ; l'organisation de dix (10) carrefours des métiers régionaux ; l'équipement des CIOP de Ngaoundéré et de Maroua, l'achèvement des CIOP de Bamenda et de Bafoussam.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	52 792	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	117.3%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 7 522 495 137	CP 7 522 495 099
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 3 859 290 173	Ecart CP 3 859 290 173
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 7 465 314 837	CP 7 465 314 837
TAUX DE CONSOMMATION	74,52 %	74,52 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Ce résultat découle des multiples descentes organisées par la DFOP et l'ONEFOP dans le cadre de la collecte des données sur la formation professionnelle. Il prend en compte à la fois des effectifs des structures de formation publiques que privées. Les crédits alloués à ce programme aussi bien qu'étant insuffisants ont permis de mener les	

	activités programmées pour le compte de l'exercice 2020.
PERSPECTIVES 2021	<ul style="list-style-type: none"> - octroyer les bourses de formation professionnelle aux jeunes en quête de qualification et d'emploi ; - achever la construction et équiper le centre de formation professionnelle à Nanga Eboko; - poursuivre l'opérationnalisation de 03 CFPE de Douala, Limbé, Sangmelima, du CFM Nkongsamba et l'INFFDP de Yaoundé ; - construire le CFPE de Yaoundé avec la TIKA ; - poursuivre la mise en place de 06 Centres de Formation Professionnel aux Métiers (CFM) et de 02 CFPS sous fond C2D ; - poursuivre la réhabilitation des infrastructures et équipements dans les structures de formation de Centres de Formation Professionnelle existants ; - acquérir les kits de formation professionnelle en l'industrie d'habillement, maçonnerie, électricité et informatique au bénéfice des structures de formation professionnelle ; - acquérir la matière d'œuvre dans les 288 SAR/SM et 07 centres publics de formation rapide ; - diversifier l'offre de formation professionnelle avec l'élaboration de nouveaux référentiels de formation professionnelle dans les filières porteuses ; - poursuivre l'instruction du projet de développement des compétences pour la croissance et l'emploi en partenariat avec la Banque Mondiale ; - mener les études de faisabilité du projet PAEEC avec la BAD ; - poursuivre l'élaboration de nouveaux référentiels et l'implantation ceux déjà élaborés ; - suivre les activités pédagogiques et organiser les examens dans les structures de formation professionnelle ; - poursuivre l'amélioration des prestations des CIOP de Douala et de Yaoundé et opérationnaliser ceux de Ngaoundéré et Maroua ; - finaliser les travaux la construction le CIOP de Bafoussam et équiper celui de Bamenda ; - élaborer et acquérir les manuels et autres supports didactiques dans le domaine de la formation professionnelle ; - poursuivre la mise en place de la FOAD.

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020

La performance détaillée du Programme 453 se présente suivant les tableaux qui suivent.

Action 01 AMELIORATION DE L'ACCES ET DE L'EQUITE EN FORMATION PROFESSIONNELLE									
OBJECTIF	Accroître l'accès à la formation professionnelle								
Indicateur	Intitulé:	Proportion de femmes parmi les apprenants en formation professionnelle						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 72%	
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2018							
	Valeur de référence:	56.61							
	Année cible:	2020							
	Valeur Cible	50.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	36%							
Indicateur	Intitulé:	Proportion de Personnes Socialement Vulnérables (PSV) admises en formation professionnelle						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 40%	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2018							
	Valeur de référence:	15.0							
	Année cible:	2020							
	Valeur Cible	20.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	8%							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	242 500 000	242 500 000	187 250 000	187 250 000	187 229 859	187 229 859	99,99 %	99,99 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>L'action s'est exécutée dans un contexte caractérisé par la pandémie du corona virus et la crise dans les régions du Nord-Ouest ; du Sud-Ouest ainsi que dans certains localités de l'extrême-nord secoué par la secte boko haram et les coûts élevés des frais de formation pour l'accès aux différentes offres de formation.</p> <p>A date, les boursiers sélectionnés pour la république du Maroc n'ont pas encore effectué le voyage à cause de la Covid-19.</p>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>52 792 apprenants formés dont : 33 621 en formation initiale (femmes : 15 689 et hommes : 17 932) ; 10 293 en formation continue (femmes : 5 963 et hommes : 4 330) ; 5 147 en formation par alternance (femmes : 2 703 et hommes : 2 444) ; 3 544 en formation par apprentissage (femmes : 1 969 et hommes : 1 575) ; 187 en formation à distance (femmes : 79 et hommes : 108).</p> <p>-Octroi de trente (30) bourses de formation offertes par le Maroc aux jeunes camerounais dans 16 spécialités de pointe, sélectionnés en collaboration avec les représentations diplomatiques du pays concerné.</p> <p>-Deux cent quarante-quatre (244) bourses nationales ont été également octroyées aux jeunes en quête de qualification professionnelle pour 58 spécialités de pointe ; organisation des JPO dans quelques centres de formation.</p>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les crédits alloués à cette action ont permis de financer l'octroi des bourses aux camerounais et l'organisation des JPO dans quelques centres de formation. Cependant, on aurait pu mieux faire concernant le résultat de l'indicateur si la situation sanitaire et sécuritaire au Nord-Ouest et au sud-Ouest n'avait pas entraîné la fermeture de nombreux établissements privés.</p>								
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> - Octroyer les bourses de formation professionnelle ; - organiser les journées de promotion de la formation professionnelle. 								

Action 02 AMELIORATION DE L'OFFRE QUANTITATIVE DE FORMATION PROFESSIONNELLE										
OBJECTIF	Accroître le parc infrastructurel de la formation professionnelle									
Indicateur	Intitulé:		Nombre de nouvelles structures publiques de formation professionnelle opérationnelle				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		0	
	Unité de mesure		nb							
	Année de référence:		2018							
	Valeur de référence:		1.0							
	Année cible:		2020							
	Valeur Cible		2.0							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	5 891 565 488	5 891 565 450	3 668 775 583	3 668 775 545	3 666 753 637	3 666 753 637	63,23 %	63,23 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'action s'est exécutée dans un environnement caractérisé par une insuffisance de structures de formation professionnelle répondant aux besoins de l'économie. Ce qui justifie la nécessité d'accroître les structures de manière équitable sur l'ensemble du territoire de manière à permettre à tout potentiel demandeur de formation professionnelle initiale ou continue d'accéder aux compétences souhaitées									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Le suivi des travaux de construction des CFM de Maroua, d'Ebebdia, de Bandjoun, de Ndop dont les taux d'exécution des travaux sont respectivement de 60%, 80%, 50% et 60%; - le lancement du processus de construction des CFM de Bertoua et Ngaoundéré qui offriront des formations dans les spécialités d'opérateur en transformation/conservation des produits végétaux, d'opérateur en transformation/conservation des produits animaux, d'opérateur de fabrication et maintenance des petits équipements/production d'énergie renouvelable, de producteur d'aliments pour animaux d'élevage ; - la poursuite des travaux de construction et d'équipement de deux (02) Centres de Formation Professionnelle Sectoriels (CFPS) en agro-industrie à Douala et en Maintenance Industrielle et Transport/Logistique à Edéa spécialisés dans les métiers de chaudronnerie, tôlerie, tuyauterie, soudure industrielle, électricité de bâtiment et industrielle, électromécanique, froid et climatisation, énergies renouvelables, mécaniciens d'entretiens, usineurs, techniciens de tournage et fraisage, réception des marchandises, organisation du stockage, emballage, conditionnement, expédition, conducteurs d'engins de manutention, boulangerie, brasserie, boucherie/charcuterie, transformation laitière ; - la poursuite des négociations avec les partenaires bilatéraux en vue de diversifier l'offre de formation professionnelle visant la mise en place des Centres de Formation Professionnelle d'envergure répondant aux normes internationales requises en la matière, notamment dans les domaines où les compétences nationales sont déficitaires telles que les mines et activités connexes, l'hydroélectricité, les énergies renouvelables, la maintenance industrielle, le transport et la logistique, le tourisme, l'hôtellerie, le textile, etc. ; - poursuite des travaux de construction du CFM de Nanga Eboko ; - l'organisation des formations continues dans 03 secteurs de l'agro-industrie, de la maintenance industrielle et du transport-logistique dans le cadre du projet C2D-CFPS ; - l'élaboration de quatre référentiels dans le cadre du Projet C2D-TRANSFAGRI ; - la formation de 10 conseillers-formation dans le cadre du Projet C2D-TRANSFAGRI ; - la finalisation des études de faisabilité pour la mise en place de 06 centres de formation aux métiers et la modernisation du CFPR-MI de Pitoa avec la coopération canadienne (sont presque achevées). 									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Ce résultat découle du décompte du nombre de SAR/SM, de CFPE, de CFPREB-MI, et CFM à l'actif du MINEFOP. Aucune nouvelle structure n'a été réalisée en 2020. Les ressources allouées à cette action ont permis de poursuivre la réalisation des activités ci-dessus en cours.									

Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none">· Poursuivre la construction et l'équipement des CFM de Bandjoun, d'Ebebda, de Nanga Eboko et Maroua, Ndop ;· poursuivre l'opérationnalisation des 03 CFPE de Douala, Limbé, Sangmelima et le CFM de Nkongsamba et de l'Institut de Formation des Formateurs et du Développement des Programmes de Yaoundé (INFFDP) ;· poursuivre la construction et réhabilitation des infrastructures et équipements dans les structures de formation de professionnelle existants ;· acquérir les kits de formation professionnelle en industrie d'habillement et maçonnerie, au bénéfice des structures de formation professionnelle ;· acquérir la matière d'œuvre dans les 288 SAR/SM et 07 centres de formation professionnelle rapide ;· acquérir les tables-bancs au bénéfice des structures de formations publiques ;· poursuivre l'octroi des agréments aux structures privées de formation professionnelle.
-------------------	---

Action 03 AMELIORATION DE LA QUALITE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

OBJECTIF	Accroître l'employabilité des ressources humaines							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de nouvelles filières ouvertes répondant aux besoins de l'économie				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		2.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		2.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		2						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	4 889 159 822	4 889 159 822	3 329 921 554	3 329 921 554	3 274 783 341	3 274 783 341	88,63 %	88,63 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte caractérisé par la Covid-19 qui a conduit à l'arrêt des cours dans les structures de formation et à une réflexion sur mise en place d'un système d'e-learning.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des examens et concours qui s'est sanctionné par un rapport d'activité ; - octroi de 269 agréments d'ouverture et de renouvellement aux centres privés de formation professionnelle ; - élaboration de six (06) référentiels de formation professionnelle selon l'APC dans les spécialités d'aide chimiste, Géomètre topographe, auxiliaire de vie, Gestion des ressources humaines, marketing-vente et recyclage des déchets niveau ouvrier ; - élaboration de trois (03) manuels de formation dans la filière de de la mécanique ; - maturation du projet de développement des compétences avec la Banque Mondiale. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	ressources allouées à cette action ont permis de mener les activités qui y ont été budgétisées.							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> · Poursuivre l'homologation des référentiels ; · organiser et moderniser du dispositif d'apprentissage ; · poursuivre le Développement de la formation ouverte et/ou à distance ; · poursuivre le suivi de l'application des normes et de la qualité en formation professionnelle ; · poursuivre la mise en œuvre du système de validation des acquis de l'expérience dans les secteurs porteurs ; · élaborer de 06 nouveaux référentiels de formation professionnelle ; · poursuivre le suivi et gestion des activités des structures de formation professionnelle. 							

Action 04 RENFORCEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION ET D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE										
OBJECTIF	Améliorer l'accès aux services d'information et d'orientation professionnelle									
Indicateur	Intitulé:		Nombre de personnes accueillies et orientées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 124.9%			
	Unité de mesure		nb							
	Année de référence:		2018							
	Valeur de référence:		6894.0							
	Année cible:		2020							
	Valeur Cible		10000.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		12 485							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	358 560 000	358 560 000	336 548 000	336 548 000	336 548 000	336 548 000	100 %	100 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Insuffisance des informations sur la formation professionnelle due à l'insuffisance des CIOP.									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> · Réception et orientation de 3277 personnes physiques et 9208 personnes par voie électronique en 2020 · renforcement des capacités des publics cibles sur les techniques de recherche d'emploi ; · organisation des carrefours métiers dans les dix régions du Cameroun ; · élaboration, édition et diffusion des supports d'information ; · organisation de quatre (04) zoom-métiers sur les métiers ferroviaires en partenariat avec CAMRAIL, les métiers du commerce/vente/distribution, ceux de la logistique et du transport et d'agro-industrie ; · organisation des séances d'information sur les formations choisies par les responsables des structures centrales d'orientation du MINEFOP ; · administration des tests psychotechniques pour l'admission dans les CFPE et CFPR sous tutelle du MINEFOP ; · équipement des CIOP de Ngaoundéré et de Maroua (phase 3) et poursuite des travaux de construction du CIOP de Bamenda et Bafoussam. 									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La participation des CIOP aux foires diverses a permis de sensibiliser le public et a eu un impact sur le résultat de cette action. Aussi, les crédits alloués ont permis de mener les activités des CIOP de Douala et Yaoundé. Le maillage des CIOP sur l'ensemble du territoire permettra d'atteindre une meilleure cible.									
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> · opérationnalisation des CIOP de Maroua et de Ngaoundéré ; · équipement du CIOP de Bamenda ; · finalisation des travaux de construction et d'équipement du CIOP de Bafoussam ; · organiser les zooms-métiers ; · organiser un carrefour métier au niveau régional. 									

2020

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 454

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS
SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Responsable du programme

KOUEKAM JUSTIN

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme support du MINEFOP vise l'amélioration de la coordination des services et la bonne mise en œuvre des programmes. Il respecte le cadre proposé conjointement par le Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire et le Ministère des Finances pour la présentation des programmes supports. Ainsi il regroupe les actions ayant un caractère transversal telles que la coordination des services, les études stratégiques, la gestion budgétaire, la gestion des ressources humaines, l'amélioration du cadre de travail, le développement des Technologie de l'Information et de la Communication, l'audit et le contrôle, le conseil juridique, la communication et la gestion du courrier et des archives.

Sa performance est mesurée sur la base du taux de réalisation des activités budgétisées. La stratégie pour y parvenir consiste à coordonner et suivre la mise en œuvre des activités ; à réaliser des études stratégiques et de planification, à gérer la préparation et le suivi de l'exécution du budget et des marchés publics. Il est aussi question d'améliorer le cadre de travail, de gérer les ressources humaines, de poursuivre l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les méthodes de travail. Le souci de performance étant une préoccupation majeure au MINEFOP, un accent est mis sur le contrôle et l'audit des services et projets, le respect des lois et règlements, la visibilité des activités du MINEFOP et une bonne gestion des ressources documentaires.

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en oeuvre des programmes	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités programmées et budgétisées
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	94.95
	Année de référence:	2018
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2020
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES Action 02: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES Action 03: ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION Action 04: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE Action 05: AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL Action 06: DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES Action 07: DEVELOPPEMENT DES TIC Action 08: CONTROLE ET AUDIT INTERNE Action 09: CONSEIL JURIDIQUE Action 10: COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES	
DOTATIONS INITIALES	AE 5 573 289 094	CP 5 037 868 990
RESPONSABLE DU PROGRAMME	KOUKAM JUSTIN,	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre de ce programme s'est faite dans un contexte d'insuffisance d'infrastructures et d'équipements dans les structures déconcentrées et centraux du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et, la poursuite d'une meilleure appropriation par les acteurs de la chaîne de dépense, de l'élaboration, l'exécution et le suivi-évaluation du budget de l'état.

Aussi, cette mise en œuvre est marquée par l'amélioration continue de la gestion rationnelle du personnel à travers l'assainissement permanent du fichier du personnel, le déploiement et le redéploiement des personnels enseignants pour une meilleure prise en compte des besoins en personnel dans les structures de formation professionnelle.

1.1.1 Performance globale du programme en 2020

Le montant alloué à ce programme s'élevait à **5 781 604 654 FCFA**. Ce montant a permis le fonctionnement des structures et la réalisation des programmes opérationnels. Le taux de réalisation technique s'élève à 82,79%.

La mise en œuvre de ce programme a permis d'assurer la coordination des actions du MINEFOP, de mener les études stratégiques et d'améliorer la gestion financière, tout en mettant un accent sur l'amélioration des conditions et le cadre de travail du personnel, et la sécurisation du patrimoine. Ainsi, plusieurs activités ont été menées pour l'atteinte des objectifs fixés, il s'agit de :

- l'élaboration de la revue et rationalisation des activités pour l'exercice 2021 ;
- l'élaboration de la revue de la planification stratégique ;
- la révision et l'élaboration du rapport de programmation des projets ;
- l'actualisation du CDMT pour la période 2021-2023 ;
- l'élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) 2019 ;
- l'élaboration du Projet de Performance des Administrations (PPA) 2021 ;
- l'élaboration du Rapport d'évaluation de la chaîne des résultats 2019 ;
- le suivi du marché pour la construction du bâtiment R+2 à la Rue Ceper ;
- les descentes au niveau des services pour l'évaluation de la performance et les conditions de fonctionnement des services déconcentrés.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2020

Le montant alloué à ce programme s'élevait à **5 781 604 654 FCFA**. Ce montant a permis le fonctionnement des structures et la réalisation des programmes opérationnels. Le taux de réalisation technique s'élève à 82,79%.

La mise en œuvre de ce programme a permis d'assurer la coordination des actions du MINEFOP, de mener les études stratégiques et d'améliorer la gestion financière, tout en mettant un accent sur l'amélioration des conditions et le cadre de travail du personnel, et la sécurisation du patrimoine. Ainsi, plusieurs activités ont été menées pour l'atteinte des objectifs fixés, il s'agit de :

- l'élaboration de la revue et rationalisation des activités pour l'exercice 2021 ;
- l'élaboration de la revue de la planification stratégique ;

- la révision et l'élaboration du rapport de programmation des projets ;
 - l'actualisation du CDMT pour la période 2021-2023 ;
 - l'élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) 2019 ;
 - l'élaboration du Projet de Performance des Administrations (PPA) 2021 ;
 - l'élaboration du Rapport d'évaluation de la chaîne des résultats 2019 ;
 - le suivi du marché pour la construction du bâtiment R+2 à la Rue Ceper ;
- les descentes au niveau des services pour l'évaluation de la performance et les conditions de fonctionnement des services déconcentrés.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	82.79%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	82.79%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 7 529 151 204	CP 6 993 731 100
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -1 955 862 110	Ecart CP -1 955 862 110
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 5 459 311 698	CP 5 459 311 698
TAUX DE CONSOMMATION	80,47 %	80,47 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	L'Ordonnance du chef de l'état rectifiant la loi des finances a débité la quasi-totalité des crédits affectés aux projets d'investissement.	
PERSPECTIVES 2021	<p>Pour une bonne mise en œuvre des programmes opérationnels, il est envisagé de mettre accent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> · le renforcement des capacités des ressources humaines, l'assainissement des fichiers solde et personnel, l'amélioration du cadre et conditions de travail du personnel ; · L'amélioration du cadre de travail pour un meilleur rendement à travers la construction et l'entretien des infrastructures dans les services centraux et déconcentrés ; · la consolidation du processus de planification, de programmation, de préparation et de suivi de l'exécution du budget à travers notamment un renforcement des capacités du personnel de la chaîne PPBS pour assurer une production efficace des documents (CDMT, PPA, RAP) de préparation du budget ; · l'implémentation du dispositif axé sur la performance en renforçant le dialogue de gestion ; · l'amélioration de la gestion financière et budgétaire ; · la poursuite de la modernisation de la gestion des ressources humaines, le développement des TIC et le suivi de la mise en œuvre du schéma directeur informatique, l'amélioration du conseil juridique, de la communication et de la gestion documentaire ; · l'évaluation des performances des services, le suivi de la feuille de route, l'élaboration du manuel de procédures administratives, la mise en place et la diffusion des normes et procédures de services, l'amélioration de la gestion du courrier, de l'accueil des usagers et l'amélioration des délais de traitement des dossiers à travers l'opérationnalisation du portail pour le suivi des dossiers en ligne; · la redynamisation du système de collecte des données statistiques sur l'emploi et la formation professionnelle grâce à la dotation en moyens de locomotion et d'outils techniques modernes ; · l'amélioration de l'information en direction des cibles du MINEFOP à travers la mise en œuvre d'un plan de communication adéquat et la promotion du bilinguisme ; · la poursuite de l'intensification des activités normatives et de défense des intérêts de l'Etat en justice, ainsi que les activités de lutte contre la corruption et le VIH-SIDA au sein des services à travers la Cellule de Lutte contre la Corruption (CLCC) et le Comité Genre. 	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2020

La performance détaillée du Programme 454 se présente suivant les tableaux qui suivent.

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES										
OBJECTIF	Coordonner la mise en œuvre des programmes									
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation physique des activités budgétisées							TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 82.79%	
	Unité de mesure	%								
	Année de référence:	2018								
	Valeur de référence:	94.95								
	Année cible:	2020								
	Valeur Cible	100.0								
	Réalisation exercice (Résultat technique):	82.79%								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	648 750 000	648 750 000	934 310 000	934 310 000	934 080 511	934 080 511	99,98 %	99,98 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'évaluation de l'implémentation du dialogue de gestion au sein des administrations et la pandémie de la Covid-19 qui a ralenti voir fait annulé la mise en œuvre de certaines activités.									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> · Supervision des activités de toutes les structures ; · élaboration des instruments de suivi, à l'instar du plan d'action et de la feuille de route ; · élaboration du bilan annuel des activités des services centraux et déconcentrés ; · élaboration des rapports d'évaluation à mi-parcours et annuelle de la feuille de route ; · poursuite de l'opérationnalisation du dialogue de gestion qui a permis de conduire des concertations au sein des programmes. 									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'Ordonnance du chef de l'état rectifiant la loi des finances a débité la quasi-totalité des crédits affectés aux projets d'investissement.									
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> · poursuivre la mise en œuvre du dialogue de gestion, l'animation des programmes ; · améliorer la coordination des services. 									

Action 02 GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

OBJECTIF	Améliorer la gestion des ressources documentaires							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de services disposant d'un système d'archivage fonctionnel				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		21.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		25.0					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	50 750 000	50 750 000	35 400 000	35 400 000	35 383 924	35 383 924	99,95 %	99,95 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La nécessité de numérisation du système de gestion du courrier et d'archivage.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> · gestion courante du courrier et des archives ; · €€acquisition du matériel spécifique du traitement des archives courantes et de destruction des archives périmées en salle d'archivage. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources allouées à cette action ont été utilisées pour mener à bien les activités.							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> · archiver électroniquement le fichier du personnel ; · poursuivre la gestion documentaire et des archives ; · poursuivre l'accueil et la gestion du courrier ; · €€affranchir le courrier. 							

Action 03 ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION

OBJECTIF	Élaborer un cadre stratégique et de planification pour atteindre les objectifs des programmes du MINEFOP							
Indicateur	Intitulé:		Taux de maturation des projets et activités				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 97%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		94.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		90.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		87,5%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	65 950 000	65 950 000	34 600 000	34 600 000	34 598 628	34 598 628	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte caractérisé par la refonte des programmes du MINEFOP appuyée sur la Stratégie Nationale de Développement (SND).							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> · mise à jour de la banque de projets du MINEFOP ; · organisation de 05 sessions de la commission de maturation organisées au cours desquelles 216 projets ont été jugés totalement matures ; · Poursuite de la maturation des projets · élaboration du rapport de la revue des activités pour l'exercice 2021 ; · élaboration du Cadre de Dépense à Moyen Terme du MINEFOP pour la période 2021-2023 ; · évaluation de la prise en compte des ODD dans les programmes du MINEFOP ; · refonte des programmes (phase 1). 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Cet indicateur reprend le taux de maturation des projets obtenus lors du passage aux Conférences de maturation des projets au MINEPAT. Certains projets faisant l'objet de maturation partielle ont plombé l'objectif de l'action. Néanmoins la maturation desdits projets s'est poursuivie afin de n'avoir que des projets entièrement matures dans le Projet de Performance.							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> · améliorer la qualité du contenu de la revue et actualiser les programmes et le rapport de programmation 2020-2022 ; · poursuivre la maturation des projets ; · actualiser la banque des projets ; · élaborer la revue des activités ; · élaborer le cadre stratégique des programmes ; · élaborer le Cadre de Dépenses à Moyen terme (CDMT) 2022-2024. 							

Action 04 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

OBJECTIF	Assurer la bonne exécution financière des activités budgétisées du MINEFOP							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'engagement des crédits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 79,67%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		99.47					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		79,67%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	224 591 000	224 591 000	411 725 323	411 725 323	411 647 525	411 647 525	99,98 %	99,98 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> · poursuite de l'appropriation par les acteurs de la dépense du processus l'élaboration, d'exécution et du suivi-évaluation du Budget Programme à travers la participation aux séminaires organisés à cet effet. · la mise en place et le fonctionnement effectif des comités de suivi de l'exécution du budget ; · actualisation des protocoles de gestion et de la charte ministérielle · suivi de l'exécution du budget 2020 et des engagements financiers ; · les missions de contrôle et de suivi de l'exécution du budget auprès des services déconcentrés et des CTD qui ont été sanctionnées par 05 rapports. 							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> · élaboration du Projet de Performance des Administrations (PPA) 2021 ; · élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) 2019 ; · revue de l'exécution du BIP 2020 ; · élaboration de l'intégralité des documents techniques de passation des marchés publics programmés dans les services centraux au titre de l'exercice 2020. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Le résultat de cet indicateur s'explique par le faible taux d'engagement de certains projets à l'instar de la construction du bâtiment de la Rue CEPER (39% du montant prévu engagé), le projet de construction et d'équipement du CFM de Nanga Eboko (0% du montant prévu engagé) ; projet PADESCE (11% du montant prévu engagé). Il en est de même du montant des salaires logé au programme 454 qui est engagé à 70.5%.							
Perspectives 2021	<p>Améliorer la qualité du contenu des documents ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Chaîne de résultats ministériels · Rapport Annuel de Performance (RAP) · projet de Performance des Administrations (PPA). 							

Action 05 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

OBJECTIF	Doter les structures des infrastructures et équipements adéquats							
Indicateur	Intitulé:		Proportion du personnel disposant d'un poste de travail fixe				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 97%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		20.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		35.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		34%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 661 745 104	1 126 325 000	1 720 632 104	1 185 212 000	936 812 089	936 812 089	79.04 %	79.04 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Insuffisance des infrastructures et d'équipement. En effet, le MINEFOP depuis sa création n'a pas encore obtenu les dotations budgétaires pouvant lui permettre de construire et d'équiper ses services déconcentrés.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> · collecte des données en vue de l'élaboration des plans de masse des sites ayant bénéficié des constructions dans le BIP 2020 dans les dix régions ; · production d'un fichier des spécifications techniques en matériels didactiques et en équipement ; · collecte des besoins en construction et équipements dans les structures déconcentrés du MINEFOP en vue d'élaborer une banque des données ; · suivi des travaux de construction d'un bâtiment R+2 avec sous-sol sur le site de la Rue Ceper dont le taux d'exécution est de 26% ; · suivi de la maintenance des équipements et de la propreté des locaux ; · construction d'un dispositif de lavage des mains à l'entrée des services centraux du MINEFOP afin de lutter contre la propagation de la pandémie de la Covid-19 ; · construction en cours de la DREFOP Ouest ; · sécurisation de 24 sites devant abriter les services du MINEFOP. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Ce résultat s'explique par le fait que le mobilier est acquis dans les services centraux et déconcentrés. Le personnel enseignant n'a pas vraiment un espace qui lui servirait de bureau. Cependant, les ressources allouées à cette action ont permis de conduire les activités suscitées essentiellement constituées d'activités d'investissement. Toutefois, il faut relever que quelques projets n'ont pas pu être réalisés soit pour forclusion, soit pour défaillance du prestataire.							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> · élaborer des plans de masse et architecturaux des structures de formation · faire l'inventaire du patrimoine ; · poursuivre la constructions des DREFOP et DDEFOP ; · construire les clôtures des DREFOP et DDEFOP ; · poursuite l'équipement des services centraux et déconcentrés en mobilier et matériel informatique ; · Sécuriser le patrimoine et sites abritant les services du MINEFOP. 							

Action 06 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Améliorer qualitativement les ressources humaines							
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du plan de formation				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 61.33%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		23.73					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		40.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		18.4%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 632 542 990	2 632 542 990	4 127 643 777	4 127 643 777	2 844 045 545	2 844 045 545	72,58 %	72,58 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action a été marquée par la poursuite des activités d'assainissement permanent du fichier du personnel.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités de 65 personnes en bilinguisme et domaines divers ; • assainissement du fichier solde ; • 330 usagers initiés à l'utilisation de la plateforme ebulletin.minfi.cm, pour l'édition de leurs bulletins de solde en ligne ; • 53 usagers enrôlés dans l'utilisation de la plate-forme www.minfopra.gov.cm/carto; • 1577 actes de carrière traités dont 1 241 actes d'avancement initiés et 661 dossiers pris en charge ; • 1 392 actes de carrière des personnels, 94 dossiers physiques et 135 décisions numérisés ; • mise à jour des carrières des personnels ; • tenue d'une session de la commission paritaire d'avancement. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	106 personnes étaient programmées pour suivre une formation. Malheureusement, 65 seulement ont été formées en raison du respect des mesures de distanciation prises par le gouvernement pour la lutte contre COVID 19.							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> • renforcer les capacités du personnel ; • maîtriser le personnel et de la masse salariale ; • promouvoir l'approche genre ; • € Prévenir et lutter contre les maladies endémiques (VIH/SIDA, Paludisme, etc.) 							

Action 07 DEVELOPPEMENT DES TIC

OBJECTIF	Optimiser les échanges administratifs entre différentes structures							
Indicateur	Intitulé:		proportion de DREFOP disposant d'un réseau intranet connecté à internet				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		60.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		80.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0					
Indicateur	Intitulé:		proportion de DDEFOP disposant d'un réseau intranet connecté à internet				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		24.4					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		35.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	65 710 000	65 710 000	34 540 000	34 540 000	34 540 000	34 540 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Poursuite de la mise en œuvre du schéma directeur informatique élaboré en 2015							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> . acquisition de l'application de gestion de la cartographie des postes de travail et des effectifs ; . migration de la plateforme du site web ; . acquisition des outils et des logiciels pour l'animation et l'administration du site web. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Lors de la budgétisation les activités permettant de renseigner ces indicateurs n'ont pas reçu de crédits en raison de la contrainte budgétaire et de la priorisation de certains projets qui étaient déjà en cours. Cependant, ressources prévues pour le compte de l'exercice 2020 ont permis de mener les autres activités de cette action.							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> . poursuite de l'extension de l'intranet du site web dans les DREFOP et les DDEFOP ; . mise à jour permanente du site web ; . normalisation du réseau informatique dans les services centraux ; . basculement de la connexion internet sur la fibre optique de Camtel ; . poursuite de la confection des cartes professionnelles informatisées ; . €acquérir les applications spécifiques aux services techniques. 							

Action 08 CONTROLE ET AUDIT INTERNE

OBJECTIF	Améliorer le fonctionnement et la performance des services							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de rapports de missions de contrôle effectuées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 125%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		8.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		14.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		15						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	83 500 000	83 500 000	60 200 000	60 200 000	59 996 904	59 996 904	99,66 %	99,66 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Renforcement du contrôle et de l'audit des structures administratives.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> . suivi de la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption ; . développement des Initiatives à Résultats Rapides (IRR) ; . suivi évaluation des performances des services ; . suivi du programme de transfert des compétences et des ressources aux CTD ; . mission de contrôle interne de l'exécution du budget de l'exercice 2019 dans les services centraux et déconcentrés ; . mission d'investigation au Centre de Formation aux Métiers de la foresterie d'Afrique Centrale de Bafoussam ; . mission d'inspection dans certains services et structures rattachées des Régions du Littoral, Sud et Sud-Ouest ; <p>élaboration des projets de décret et d'Arrêté portant transfert des compétences par le MINEFOP aux CTD.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les services de l'IGS sont de plus en plus déployés sur le terrain pour améliorer la gouvernance au sein du MINEFOP.							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> . poursuivre l'évaluation des performances des services ; . mettre en œuvre la stratégie de lutte contre la corruption ; . € € € suivre le programme de transfert des compétences et des ressources aux CTD. 							

Action 09 CONSEIL JURIDIQUE

OBJECTIF	Veiller au respect des droits et règlements							
Indicateur	Intitulé:		Proportion d'affaires suivies				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		100.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	48 250 000	48 250 000	33 400 000	33 400 000	33 369 264	33 369 264	99,91 %	99,91 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte est caractérisé par une insuffisance du cadre juridique encadrant le secteur de l'emploi et de la formation professionnelle, source de plusieurs contentieux en justice.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> · actualisation du recueil des textes juridiques ; · promotion et protection des droits de l'homme ; · élaboration et mise en forme des projets de conventions de partenariat favorables à la promotion de l'emploi et au développement de la formation professionnelle ; · €€ défense des intérêts du MINEFOP en justice et auprès des tiers (deux dossiers défendus favorablement et cinq dossiers en instance auprès des juridictions compétences). 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les ressources allouées à cette action ont été utilisées pour mener à bien les activités.							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> · défendre les intérêts du MINEFOP en justice ; · mettre en œuvre le Plan d'Action National de Promotion de la Protection des Droits de l'Homme relatif au volet emploi ; · revoir l'organigramme phase 2 ; · €€actualiser le recueil de textes. 							

Action 10 COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES

OBJECTIF	Accroître la visibilité des actions menées							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'activités ayant fait l'objet d'une couverture médiatique				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 120%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2018					
	Valeur de référence:		21.0					
	Année cible:		2020					
	Valeur Cible		30.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		30					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	91 500 000	91 500 000	136 700 000	136 700 000	134 837 308	134 837 308	98,64 %	98,64 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action intervient dans un contexte d'un plus grand besoin de visibilité de réalisations effectuées dans le sous-secteur emploi et formation professionnelle.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • couverture médiatique ; • reportage et protocole ; • animation du site web ; • médiatisation de certaines activités ; • organisation des audiences et des certaines événements ; • €€participation à l'organisation des salons (SAGO, etc.). 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La gestion stricte et efficiente ainsi que l'appui multiforme du Cabinet du Ministre et de la DAG ont permis de dépasser les résultats escomptés.							
Perspectives 2021	<ul style="list-style-type: none"> • promouvoir le bilinguisme ; • poursuivre l'animation de l'émission radio SOS emploi ; • élaborer et produire le journal MINEFOP News ; • poursuivre la couverture médiatique des activités du MINEFOP ; • € €réaliser les documentaires sur l'emploi et la formation professionnelle. 							

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Malgré la crise sanitaire et la situation d'insécurité dans notre pays, de manière générale, la mise en œuvre des programmes a permis au MINEFOP d'atteindre son objectif stratégique pour l'année 2020 et partiellement ceux du DSCE, quoique ces derniers soient encore largement en deçà des prescriptions du DSCE. Par ailleurs, la modicité des moyens alloués aux programmes n'a pas permis de réaliser les actions de manière significative.

3.2. LEÇONS APPRISSES

Au regard des difficultés rencontrées dans le renseignement des éléments de performance et du contexte stratégique, il est pressenti que les indicateurs de certaines actions soient révisés, et surtout d'essayer d'arrimer certains indicateurs dans la mesure du possible à ceux préconisés par les ODD. Aussi, certaines actions méritent d'être révisées, notamment celles du programme 452 et 453 en vue d'obtenir une cohérence entre ces actions et les objectifs stratégiques du DSCE. Le cadre logique devrait également être élargi en intégrant de nouvelles actions qui vont concourir à l'atteinte des objectifs stratégiques du MINEFOP. A cet effet, le MINEFOP envisage le renforcement du dialogue de gestion par chaque Responsable de programme en vue de faciliter l'évaluation du Programme.

3.3. PERSPECTIVES 2021

Pour améliorer la performance globale du MINEFOP, il faut passer en revue les actions et leurs indicateurs pour s'assurer de la cohérence avec les objectifs du DSCE et avec les autres programmes et actions. Le MINEFOP envisage de refondre le cadre logique des Programmes pour un meilleur ancrage des actions et des activités avec la Stratégie Nationale de Développement (SND30).